



**DECLARATION LIMINAIRE DE LA CGT-INRA AU CTP DU  
16 OCTOBRE 2003**

Le 17 octobre 2003, secrétariat national CGT –INRA St Cyr.

Mme la Directrice Générale de l'INRA,

Sur la base des chiffres catastrophiques pour la recherche publique annoncés par Mme la Ministre lors de la présentation du budget 2004, plus de 1000 agents ont signé en quelques jours une pétition intersyndicale demandant au gouvernement de revoir sa copie, en particulier d'annuler les suppressions de titulaires annoncées, et de rétablir une part prépondérante à l'augmentation du soutien de base des laboratoires, afin que les EPST puissent accomplir effectivement toutes leurs missions de service public.

Depuis nous avons eu les chiffres INRA : 24 suppressions d'emplois de CR1, 31 suppressions d'IR2, 19 suppressions en catégorie B et 27 suppressions en catégorie C, soit un total de 101 suppressions d'emplois de titulaires pour l'INRA ! Parallèlement, le Ministère annonce 22 CDD chercheurs et 70 CDD en ITA pour notre Institut, et se glorifie de maintenir l'emploi. Chacun sait évidemment que pour le développement d'une recherche de qualité, sur le long terme, un CDD de 3 à 5 ans est équivalent à un emploi de fonctionnaire titulaire !

Alors que des milliers de départs en retraite s'annoncent pour les années à venir, ces mesures de précarisation constituent un tournant dans la destruction du statut de titulaire pour les personnels de recherche. Ce sont exactement les recommandations issues du Conseil Stratégique pour l'Innovation auquel vous êtes censée participer. En juillet, nous avons pris bonne note de votre désaveu verbal de ces recommandations. Cela ne peut plus suffire aujourd'hui alors que le gouvernement passe à la vitesse supérieure. La démocratie pour nous consiste effectivement à débattre avant que les décisions ne soient prises, pas de discuter simplement ensuite de leur application. Nous demandons donc solennellement aux membres de ce CTP de peser en leur âme et conscience ce que signifierait pour l'avenir de l'INRA et de ses personnels le fait d'accepter sans réagir ces suppressions d'emplois. Nous osons espérer qu'une motion unanime pourra être adressée au Ministère.

Car qu'en est-il des crédits INRA ? La loi initiale des Finances 2002 indiquait des crédits de paiements de 87,3 M€, avec une annulation ultérieure de 7 M€. Celle de 2003, une somme de 75 M€ avec une annulation de 3,7 M€... et celle de 2004, 75 M€. Soit une perte totale de 35,1 M€ par rapport à la loi initiale 2002, si l'on combine les annulations et les pertes directes ! Nous vous demandons d'ailleurs si vous avez vraiment reçu la fin de la subvention pour 2002.

Le pendant de ces restrictions drastiques pour les budgets des EPST, ce sont tout à la fois l'augmentation massive des fonds incitatifs qui correspondent à des financements sur appels d'offres et un véritable détournement des fonds publics de recherche vers le privé, avec un quasi-doublement du crédit d'impôt recherche qui représente maintenant près du double du budget de l'INRA ! Alors que chacun sait que ce crédit contribue plus à la spéculation qu'au développement de la recherche dans le privé.

Tout cela coïncide parfaitement avec les objectifs de l'Union Européenne de supprimer à terme nos instituts nationaux de recherche. En ne leur donnant plus les moyens matériels et humains d'exister, en les poussant vers la régionalisation, en déstabilisant et précarisant tout ce qu'il peut y avoir de structures permanentes, durables comme les départements ou les disciplines scientifiques par exemple, c'est dans cette voie que pousse le gouvernement.

Nous ne pouvons malheureusement que constater que votre politique suit, voire précède, ces directives gouvernementales. Quand Mme la Ministre annonce qu'elle entend que les organismes se structurent par projets, on doit constater que la Direction générale de l'INRA met en place - au pas de charge - une restructuration de l'INRA fondée sur des projets à 4 ans, transformant les départements en "périmètres de communautés" axés sur des objectifs et non plus sur des disciplines, et avec "évaluation des projets" tous les 4 ans aussi. Evaluation qui ne sert jamais tant que pour décider de fermetures d'unités, de services, de départements ou d'abandons de programmes. Même les chefs de départements et "chargés de périmètres" ont été amenés à s'inquiéter de cette précipitation et s'étonnent que la restructuration prévue soit déconnectée du fleuron porté par M. le Président de l'INRA, le fameux INRA 2020 !

En conclusion, nous demandons que ce CTP acte de l'arrêt du processus actuel de restructuration à marche forcée pour prendre le temps d'un véritable débat impliquant l'ensemble des personnels concernés.

**Motion intersyndicale CGT - CFDT - CFTC sur le budget**

Le CTP de l'INRA, ayant pris connaissance du catastrophique budget de la recherche publique prévu pour 2004, demande instamment au gouvernement d'annuler les suppressions de titulaires annoncées et de rétablir une part prépondérante à l'augmentation du soutien de base des laboratoires, afin que les EPST puissent accomplir effectivement leurs missions de service public.

Motion adoptée : Pour : 10 (4 CGT, 4 CFDT, 2 CFTC) - Contre : 0 - NPPV : 10 (10 Administration)

.....

**Motion intersyndicale CGT – CFDT - CFTC sur la restructuration de l'INRA**

Le CTP demande la suspension du processus de restructuration de l'INRA dans l'attente d'un véritable débat sur le fond des orientations de l'Institut, impliquant l'ensemble des personnels. La tentative d'avancer à marche forcée vers de nouveaux périmètres, peu durables, fondés sur une gestion par projets à court terme, est incompatible avec le principe même d'une recherche publique qui s'inscrit nécessairement dans la durée.

Pour : 10 (4 CGT, 4 CFDT, 2 CFTC) - Contre : 10 (10 Administration)

.....

**Motion proposée par la CGT –INRA à propos de la NS sur l'entretien d'évaluation**

Le CTP de l'INRA s'oppose à ce que l'entretien d'activité devienne un entretien d'évaluation, intégrant de facto un contrat d'objectifs entre l'agent et son supérieur hiérarchique.

Pour : 4 (4 CGT) - Abstention : 2 (2 CFTC) - Contre : 14 (10 Administration, 4 CFDT)

La CGT-INRA reviendra dans un compte rendu plus détaillé sur la nouvelle Note de Service (NS) sur l'entretien d'évaluation (NS votée par le CTP par 10 pour (administration), 6 abstentions (4 CFDT + 2 CFTC), et 4 contre: CGT).